DIRECTION GENERALE DES SERVICES/DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE/SECTEUR **GUICHET UNIQUE**

ARR2023 0320

ARRÊTÉ

OBJET : CONCESSION DE TERRAIN DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL DE NOISIEL, CASE COLUMBARIUM N°14, CIMETIÈRE NOUVEAU, EMPLACEMENT N°572-14

Le Maire de la Commune de Noisiel,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-13 et suivants relatifs aux concessions funéraires,

VU la délibération du conseil municipal n° DEL2020_0064 en date du 24 mai 2020 déléguant au maire, en application de l'article L.2122-22 8° du Code Général des Collectivités Territoriales, la délivrance de concessions funéraires,

VU l'arrêté n° ARR2016_0133 en date du 24 juin 2016 établissant le règlement du cimetière communal,

VU la décision n° DEC2023 0020 en date du 21 février 2023 fixant les tarifs des concessions funéraires à compter du 1er mars 2023;

VU la demande présentée par Madame Christiane LECOEUR, domiciliée 5 place des Genêts 77186 Noisiel et tendant à obtenir le renouvellement de la case columbarium dans le cimetière communal,

ARRÊTE

ARTICLE 1: Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé le renouvellement de la case columbarium n° 14 Cimetière Nouveau d'une durée de 10 ans, à compter du 27 novembre 2019, de 2.00 m² superficiels.

ARTICLE 2 : Cette concession est accordée à titre de :

renouvellement de la concession accordée le 27 novembre 2019 et expirant le 27 novembre 2029.

ARTICLE 3: La concession est accordée moyennant la somme totale de : 250,00€, qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la guittance n° 2023-38.

ARTICLE 4: Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne ;
- Madame le Directeur général des services de la Ville de Noisiel ;
- L'intéressée.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

1/2

Suite de l'arrêté n° ARR2023_0320 portant « Concession de terrain dans le c Case Columbarium n°14, Cimetière Nouveau, Emplacement n°572-14 » (2)

<u>ARTICLE 5</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux (2) mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyens, accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

<u>ARTICLE 6</u>: Le présent arrêté est rendu exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'État.

Fait à Noisiel,